

# Hongkong: un combat déterminé pour le suffrage universel

**Treize semaines de manifestations dans l'ancien territoire britannique de Hongkong et l'on voit mal comment le régime chinois pourrait se dépêtrer d'une situation qu'il a lui-même créée. Ce mouvement de protestation, le plus long et le plus radical depuis la rétrocession en 1997 du territoire acquis lors des guerres coloniales du XIX<sup>e</sup> siècle, prend de l'ampleur, inquiète le pouvoir central et fait craindre une intervention armée.\***

Alain BOUC, responsable de la lettre LDH « Les droits de l'Homme en Chine »

La cause de la rébellion est venue en février 2019 d'un projet de loi d'extradition vers la Chine populaire, élaboré et présenté avec précipitation par Carrie Lam (Lin Zheng en mandarin), cheffe de l'exécutif local, dévouée au pouvoir qui l'a désignée. Les Hongkongais y ont vu une menace immédiate de renvoi vers la Chine de ceux qui déplairaient au pouvoir central. Leurs craintes se fondaient sur des faits récents : les enlèvements de publicistes et de libraires hongkongais qui diffusaient des ouvrages hostiles au pouvoir central<sup>(1)</sup>, le refus pékinois de reconnaître la double nationalité à qui a disposé d'un passeport relevant de la Chine, les rapatriements autoritaires en Chine de Taïwanais inculpés dans des pays tiers, les arrestations de citoyens taiwa-

nais en visite sur le continent, etc. A quoi s'ajoutent les caractéristiques inquiétantes de la justice chinoise : la quasi-absence de non-lieu (une accusation a toutes les chances d'aboutir à une condamnation), l'obligation faite aux juges de servir la politique du Parti et de prononcer les peines en accord avec les décisions des comités juridiques et politiques de ce dernier, la très faible marge de manœuvre laissée aux avocats pour défendre leurs clients, l'impossibilité pratique de faire valoir les dispositions constitutionnelles relatives aux libertés individuelles.

Les manifestations de rue ont commencé en mars 2019. Elles ont pris de l'ampleur au fil des mois. Pacifiques d'abord, mais impressionnantes par le nombre des participants : un million le 9 juin 2019, deux millions le 16 juin 2019, pour une population de moins de huit millions. Le 12 juin surviennent des affrontements assez violents avec la police. Le 15 juin, l'exécutif annonce qu'il suspend l'examen de la loi, déclare peu après que le texte est « mort » mais se refuse à le retirer. La colère monte : le lendemain, les manifestants sont deux millions à exiger l'abandon définitif du texte et la démission de la cheffe de l'exécutif local Carrie Lam. Ils exigent qu'on cesse de les traiter d'« émeutiers »<sup>(2)</sup>.

Le mouvement a continué tout l'été, mais

il a progressivement changé de nature. Du refus de la loi d'extradition qui fait peser un danger immédiat, il reprend la revendication du suffrage universel authentique et la dénonciation de scrutins administrés par Pékin. Celles-ci avaient débouché en 2014 sur le « mouvement des parapluies » et l'occupation du quartier des affaires, sans d'ailleurs aboutir. Un pas de plus et l'on conteste le pouvoir local ; un pas encore et l'on rêve d'indépendance.

## Un projet de loi a suffi pour mettre le feu aux poudres

« C'est vous qui nous avez appris que les marches pacifiques ne servent à rien ! », lit-on maintenant sur les pancartes. Le 21 juin, la foule se masse près du Conseil législatif local, bloque les rues voisines et entoure le quartier général de la police à Wan Chai. Le gouvernement annonce la fermeture des bureaux administratifs pour des « raisons de sécurité ». Le 1<sup>er</sup> juillet, la foule envahit le Parlement.

Le 23 août, pour le trentième anniversaire de la « voie baltique » de 1989<sup>(3)</sup>, deux cent dix mille personnes se tiennent par la main sur soixante kilomètres, de Hongkong à la frontière chinoise, pour exiger le retrait de la loi d'extradition et le respect du droit local. L'allusion à l'initiative balte est implicitement indépendantiste

\* La rédaction de cet article a été achevée le 6 septembre dernier et n'a pu prendre en compte la dernière actualité.

(1) Si bien qu'il n'existe plus, à Hongkong, de librairie d'opposition.

(2) Un terme utilisé à Beijing en 1989 et qui, implicitement, légitime l'usage de la force armée.

(3) Le 23 août 1989, deux millions de Lithuaniens, Lettons et Estoniens avaient, main dans la main, formé une chaîne humaine de six cent quatre-vingts kilomètres pour demander leur indépendance de l'Union soviétique.

(4) Comme le disait plaisamment une manifestante : « Le seul endroit où j'admets le poivre, c'est ma soupe de nouilles. »



© ETIAN LIAM, LICENCE CC

*Le mouvement a progressivement changé de nature. Du refus de la loi d'extradition qui faisait peser un danger immédiat, il reprend la revendication du suffrage universel authentique et la dénonciation de scrutins administrés par Pékin. Un pas de plus et l'on conteste le pouvoir local; un pas encore et l'on rêve d'indépendance...*

et ne peut qu'inquiéter le pouvoir central. Le 2 septembre commence la grève des cours, pour quinze jours, dans le secondaire et dans les dix principaux établissements d'enseignement supérieur. Trente mille étudiants en font l'annonce sur le campus universitaire, vêtus de noir, masqués et casqués: «*Nous persisterons dans nos convictions et poursuivrons notre combat. Ni les balles, ni la terreur blanche, ni un régime totalitaire, aucun obstacle sur notre route ne pourra fléchir notre détermination. [...] Si l'on nous appelle émeutiers parce que nous nous dressons contre une loi infâme et un régime tyrannique, nous l'acceptons volontiers.*» Les syndicalistes étudiants rappellent ces mots de J. F. Kennedy: «*Ceux qui rendent impossible la révolution pacifique rendront inévitable la révolution violente.*»

Le 4 septembre, la cheffe de l'exécutif Carrie Lam, jusque-là imperturbable et silencieuse, annonce le retrait définitif du projet de loi d'extradition, espérant qu'en satisfaisant à l'une des cinq revendications des manifestants, elle ramènera le calme. Mais c'était sous-estimer la colère, les peurs et les inquiétudes de la popula-

tion. Car, depuis juin dernier, on compte sept morts (dont des suicides); mille cent quatre-vingt-trois arrestations, des tabassages dans les commissariats, sans oublier l'usage intensif de bombes lacrymogènes et de gaz poivré<sup>(4)</sup>, auquel les autorités britanniques d'autrefois n'avaient pas recours.

### **Quid des exigences de la rue relatives à la démocratie ?**

Certains commentateurs ont vu, dans le retrait du texte, l'aveu par Beijing de son échec, la possibilité d'une ouverture, l'éventualité d'une division des manifestants, suivie d'un pourrissement du mouvement. Pourtant, à y regarder de près, la décision de retrait ne change pas grand-

chose. Carrie Lam elle-même déclarait en juin que le texte était mort. Pékin l'autorise maintenant à dire aux protestataires: «*Vous vous êtes inutilement énervés sur ce projet anodin. Nous le retirons. Rentrez chez vous.*»

La cheffe de l'exécutif rejette en revanche les quatre autres exigences des manifestants. «*Vous ne voulez pas qu'on vous traite d'émeutiers. Ça n'a pourtant aucune importance: quand vous serez devant les tribunaux, ils vous jugeront sur les faits et non sur les appellations.*» Carrie Lam en réalité ne peut désavouer les qualificatifs choisis depuis le début par la presse et par le Parti chinois pour justifier ses menaces d'intervention directe. Pour la même raison, elle refuse une enquête indépendante

**« La cinquième exigence des manifestants, soit le lancement des réformes démocratiques, est considérée comme inacceptable. Pékin vient de l'affirmer le 3 septembre 2019, par la voix du responsable des affaires de Hongkong et de Macao Yang Guang, pour ce qui concerne la désignation du gouvernement local. »**

sur le recours à des nervis de la triade et sur les brutalités de la police, car Pékin a dit qu'il avait une totale confiance en cette dernière.

Pas question non plus de relâcher les manifestants arrêtés, puisqu'à Pékin, ce sont des criminels et des vandales à la solde de l'étranger. Le Bureau pour les affaires de Hongkong et de Macao, sans le moindre respect pour l'autonomie du territoire, vient d'assigner comme tâche de première urgence aux institutions et à la société de Hongkong de réprimer sans pitié les « *criminels violents* » et ceux qui les manipulent. Les juges de Hongkong, vexés sans doute des injonctions adressées à une justice indépendante, ont répliqué qu'ils s'en tiendraient à l'application de la loi.

Quant à la cinquième exigence, le lancement des réformes démocratiques, elle est absolument inacceptable<sup>(5)</sup>. Pékin vient de l'affirmer le 3 septembre, par la voix du responsable des affaires de Hongkong et de Macao Yang Guang, pour ce qui concerne la désignation du gouvernement local. Il n'est pas question de toucher aux procédures institutionnelles définies le 31 août 2014 par le Comité permanent de l'Assemblée populaire chinoise : un collège de mille deux cents Hongkongais, nommés discrétionnairement par le pouvoir, choisit trois candidats qui doivent affirmer leur patriotisme et leur attachement au pouvoir central. Après avoir accepté les candidatures officielles, le Comité permanent validera le résultat du scrutin. Pékin ne veut prendre aucun risque et n'en prendra aucun : il choisira les candidats ; les électeurs de Hongkong seront autorisés à les approuver.

Rien ne changera donc : les dirigeants de Hongkong seront soit des membres clandestins du Parti communiste, soit, comme Carrie Lam, au choix ou tout à la fois « *potiches* » ou « *canards boiteux* ». Dans tous les cas, ils ne détiendront aucun pouvoir réel.

### L'annexion projetée de Hongkong et Taïwan

La rétrocession du territoire à la Chine (1997) devait s'opérer dans le respect de la formule « Un Etat, deux systèmes », déjà proposée pour Taïwan. Hongkong garderait sa monnaie, son régime légal, sa politique des visas, un système politique multipartite, sa liberté de presse. Cette autonomie relative, avec persistance du mode de vie, se maintiendrait pendant

**« Xi Jinping, chef du Parti à vie, se croit investi d'une mission : réintégrer dans la souveraineté chinoise – et sans trop tarder – les insulaires de Taïwan et les habitants de Hongkong, après avoir pacifié le Xinjiang et le Tibet et mis au pas les ouvriers et intellectuels récalcitrants de l'intérieur. »**

cinquante ans, jusqu'à 2047. Après quoi, le territoire devrait rentrer dans le régime commun : monopartisme sans élections honnêtes, information administrée, soumission inconditionnelle au Parti de chaque institution, camps de rééducation, tribunaux aux ordres, etc.

Cette régression démocratique se produira donc officiellement dans vingt-huit ans. Elle touchera la majorité de la population et toute la jeunesse de Hongkong. Mais la menace est bien plus proche. A Beijing, le pouvoir nourrit ses ambitions diplomatiques, informatiques et militaires pour la prochaine décennie ; il veut asseoir son pouvoir régional. Il ne saurait tolérer longtemps qu'on défie son autorité en manifestant pour l'autonomie et en soutenant contre lui les démocrates de l'intérieur. Sans oublier le camouflet annuel d'un rassemblement (cent quatre-vingt mille participants en 2019), en plein centre-ville, à la mémoire des massacrés de 1989, ou la conservation au Musée du 4 juin 1989 d'une Déesse de la démocratie, copie de celle qui fut érigée place Tiananmen par les protestataires d'alors.

(5) En 2047, la Chine aura tenu – du moins, elle l'espère – quatre-vingt-dix-huit ans sans élections libres. Elle compte bien faire respecter ce record sur la scène internationale.

(6) S'y ajoute un candidat indépendant. Un poste est resté vacant.

(7) Notamment en 2003, l'abandon sine die d'une loi sur la « sécurité nationale » ; en 2012, l'abandon du projet de loi sur « l'éducation patriotique » ; en 2014, le mouvement pour un suffrage universel authentique.

(8) En 2018, plus de quatre mille résidents de Hongkong ont demandé à s'établir à Taïwan.

Xi Jinping, chef du Parti à vie, se croit investi d'une mission : réintégrer dans la souveraineté chinoise – et sans trop tarder – les insulaires de Taïwan et les habitants de Hongkong, après avoir pacifié le Xinjiang et le Tibet et mis au pas les ouvriers et intellectuels récalcitrants de l'intérieur. Cette ambition lui paraît sans doute grandiose, mais la révolte de l'été à Hongkong incite à croire qu'il a surestimé ses forces.

### La formule « un Etat, deux systèmes » a fait son temps

Le fond de l'affaire est l'exigence de démocratie et de respect des droits de l'Homme. Le régime de Hongkong, sous la période coloniale, n'était pas un modèle de démocratie. Mais la tradition britannique et le système de Common Law s'accommodaient du respect des libertés fondamentales. La situation aujourd'hui est bien différente : on a vu plus haut la machine mise en place pour désigner l'exécutif. Elle a son correspondant pour la désignation du Conseil législatif. Ses soixante-dix membres se composent pour moitié de représentants de groupes socio-professionnels (plutôt favorables au pouvoir central) et pour moitié d'élus, dont une partie également favorable au pouvoir central, ce qui garantit une majorité à l'establishment pro-Beijing (43 sur 70) : les partisans de la démocratie se trouvent forcément dans l'opposition (25 sur 70)<sup>(6)</sup>.

Il est d'ailleurs formellement demandé aux élus d'accepter la suzeraineté de Pékin ; les cinq candidats favorables à l'indépendance ont été interdits pour le scrutin de 2016 ; les législateurs élus de l'opposition qui ont refusé d'affirmer leur allégeance ont perdu leur mandat.

La formule « Un Etat, deux systèmes » procédait d'une double volonté de duperie réciproque. Le côté anglais et M. Thatcher l'acceptaient car c'était l'époque où l'on croyait que les échanges commerciaux conduisaient au libéralisme politique ; le Parti chinois y tenait, fort de son appareil de contrôle social et comptant sur les effets émoulinés que la croissance économique pourrait exercer sur l'opinion publique. Les deux parties se sont largement trompées et l'été 2019 a fait tomber les illusions. Beijing dénonce d'ores et déjà les agissements des puissances étrangères et leur attribue une bonne part de responsabilité dans la rébellion hongkongaise. Les auto-

rités britanniques demandant que soient respectées les dispositions de la loi fondamentale de 1990 sur Hongkong, fondée sur la déclaration commune sino-britannique de 1984, il leur a été sèchement recommandé d'abandonner leurs « illusions coloniales ». Hongkong est désormais une affaire intérieure de la République populaire de Chine. S'il était porté atteinte à la sécurité du pays, alors l'armée chinoise installée à Hongkong aurait le droit et le devoir d'intervenir. Et d'ailleurs, affirme-t-on à Pékin, sans peur du ridicule, cette intervention militaire serait parfaitement compatible avec le principe « Un Etat, deux systèmes ».

L'image internationale de la Chine en serait salie, mais serait-ce si dommageable ? Les cris d'horreur poussés un peu partout après le massacre de 1989 se sont évanouis avec le temps, comme les menaces de représailles des capitales européennes. Dès qu'une occasion de gains se présente, la cupidité dans les affaires combinée au réalisme brutal des gouvernements font que l'on est prêt à tout oublier et, d'une manière « constructive », à « se tourner résolument vers l'avenir »...

### **Un poussin ne rentre pas dans sa coquille**

L'été 2019 a vu une majorité de Hongkongais, et les jeunes en premier, contester le pouvoir central comme jamais ils n'avaient osé le faire. Les conséquences en sont déjà sensibles à l'échelle internationale, et négatives pour Beijing. A propos de Taïwan en particulier, que le pouvoir continental (qui n'y est jamais entré) se fixe depuis soixante-dix ans l'objectif de « libérer », peu importe que les insulaires le veuillent ou non. C'est pour l'île qu'avait été forgé le concept « Un Etat, deux systèmes ». Au vu de ce qui se passe à Hongkong, les Taïwanais constatent que la formule n'a rien de rassurant. La vieille souche chinoise majoritaire de l'île, présente depuis plusieurs siècles, ne veut pas entendre parler de rattachement à la puissance continentale : comme à Hongkong et même mieux qu'à Hongkong, elle a les libertés individuelles, un niveau de vie supérieur et la libre ouverture sur le monde entier...

A Hongkong même, les empiètements de souveraineté répétés et les affrontements successifs<sup>(7)</sup> ont changé les mentalités. Ils ont éveillé les esprits sur la nature du « socialisme à caractéristiques chinoises ».

*Le 4 septembre 2019, la cheffe de l'exécutif local Carrie Lam, jusqu'à imperturbable et silencieuse, a annoncé le retrait définitif du projet de loi d'extradition, espérant qu'en satisfaisant à l'une des cinq revendications des manifestants, elle ramènerait le calme. C'était sous-estimer la colère et les inquiétudes de la population...*



© ASIA SOCIETY, LICENCE CC

Autrefois solidaires des manifestants de 1989 qui voulaient que le Parti s'améliore et réprime la corruption, les jeunes Hongkongais se détachent du pouvoir central et se mettent à rêver d'autodétermination ou d'indépendance. Les intellectuels les plus craintifs cherchent un refuge à Taïwan<sup>(8)</sup>. Le temps ne joue pas en faveur de la puissance continentale.

Un poussin ne rentre pas dans sa coquille et un peuple qui a connu ne serait-ce qu'un embryon de liberté ne se soumet pas à la servitude. La Chine croit peut-être qu'elle trouvera à Hongkong ou Taïwan des alliés efficaces qui lui permettront de réaliser, au XXI<sup>e</sup> siècle, l'équivalent d'un coup de Prague (1948) et d'éviter une invasion à la hongroise (1956). Engoncée

dans son énorme démographie, acceptant qu'un seul monarque puisse parler pour plus d'un milliard d'hommes, rejetant les valeurs universelles, pensant trouver un peu partout des alliés auprès des régimes « il-libéraux », elle table sur l'insuffisance d'énergie à l'Ouest pour pousser ses avantages et faire aboutir ses prétentions.

Les capitales européennes se taisent ou se contentent de murmurer. Est-il pourtant envisageable, au XXI<sup>e</sup> siècle, que plus de trente millions d'hommes libres à Hongkong et à Taïwan soient, dans les années ou les décennies prochaines, contraints de se plier à une dictature, simplement parce que celle-ci impressionne tellement les chancelleries que ces dernières n'osent plus lui dire son fait ? ●

**« Engoncée dans son énorme démographie, acceptant qu'un seul monarque puisse parler pour plus d'un milliard d'hommes, rejetant les valeurs universelles, pensant trouver des alliés auprès des régimes « il-libéraux », la Chine table sur l'insuffisance d'énergie à l'Ouest pour pousser ses avantages et faire aboutir ses prétentions. »**